



Adresse des Unions Départementales et du Comité Régional CGT PACA

Le monde du travail ne doit pas payer les répercussions des crises profondes et répétitives d'un système à bout de souffle. Il lui faut reprendre en main la répartition des richesses qu'il produit.

Il est hors de question que les travailleuses et travailleurs de PACA paient, de quelque manière que ce soit, les effets de cette crise sanitaire révélatrice d'une crise systémique plus profonde de la société dont ils ne sont nullement responsables.

Il s'agit de repenser le fonctionnement de l'économie, de la société à tous les niveaux. La CGT PACA a la volonté de se saisir de cette crise pour aboutir, comme au sortir de la Seconde Guerre mondiale, à un programme qui poserait sur d'autres bases une série de principes de réorganisation de la société. Ils permettront de répondre aux urgences et aux besoins sociaux du moment, à l'avenir au sein des entreprises et établissements et d'améliorer les conditions de vie et de travail, des salariés actifs et retraités.

Vers une prise de conscience.

Le moment que nous vivons doit permettre d'engager une vaste réflexion sur le devenir de la vie en société, de l'intérêt général et une prise de conscience collective de la réalité des inégalités. Même si on mesure aisément que les dispositifs de déconfinement à venir ne peuvent être vécus de la même manière selon les conditions socio-économiques des individus et des familles, selon leurs conditions de vie en général, cela ne doit pas conduire à des reculs sociaux ou sociétaux.

Jusqu'ici le choix de la compétitivité et de l'attractivité a exacerbé la concurrence internationale mais aussi celle entre les régions, les territoires et les travailleurs.

L'utilisation, issue de visions court-termistes, des différences de normes sociales et environnementales pour produire à moindre coût, augmenter les profits du capital et les rémunérations des actionnaires est responsable de la situation de vulnérabilité actuelle des populations, des travailleurs et de notre économie.

Il faut que cela change.

Marchés financiers, gouvernement et patronat, promoteurs du système actuel sont les responsables des choix qui nous ont conduits dans la situation présente. **Ils doivent faire profil bas et rendre compte !**

Le virus dévoile le scandale quotidien du mensonge et du grand renversement des valeurs. Toutes les travailleuses et tous les travailleurs doivent pouvoir bénéficier de conditions de travail et d'une retraite dignes.

La violence des décisions politiques est d'autant plus virulente qu'il s'agit, pour le système en place, à minima de conforter son assise économique déjà acquise mais surtout, de sortir coûte que coûte « vainqueur » de la crise.

En quelques jours, la crise sanitaire du coronavirus a rendu fragile toutes les orientations du capitalisme et a montré la limite d'un système irrémédiablement injuste et violent, aux conséquences économiques, sociales et environnementales désastreuses.

L'ensemble des tenants du système tremble...

La violence qu'ils mettent dans leur contre-attaque dans les entreprises et établissements est à la mesure de leur peur.

Ils trouveront une opposition résolue de la CGT PACA partout dans la région.

La CGT tiendra sa place et son rôle.

Dès le 11 mai au matin : nous ne laisserons pas faire !

Nous vivons une période tout à fait exceptionnelle qui montre l'importance cruciale de la CGT et de ses syndicats et organisations.

Patronat et gouvernement multiplient les tentatives pour enfermer le monde du travail dans la résignation voire la culpabilité devant ce qui est présenté comme l'absolue nécessité de réaliser des efforts lors du déconfinement. Ils ont pour unique objectif de lui faire accepter les reculs sociaux, les pertes de droits individuels et collectifs ou d'emploi, l'intensification du travail. Ni justes, ni acceptables, ces mesures incarnent autant d'obstacles pour construire une autre société libérée de l'arbitraire patronal et financier.

Plus de la moitié des salariés du privé sont en chômage partiel sur la région. Ceux qui sont au travail font face à des impératifs sanitaires qui devraient imposer, dans le respect des normes strictes de sécurité, une profonde modification de leurs conditions de travail, comme une réduction du temps de travail et des aménagements de postes. D'autres nombreux sont en télétravail imposé, sans respect d'aucune règle concernant les conditions du travail et son organisation et doivent aussi assumer la garde des enfants. Mais patronat et gouvernement en rajoutent en les contraignant à travailler 48 h voire 60 h par semaine, en leur retirant le droit aux vacances avec la suppression des jours de congés ou des RTT ou en les forçant à pointer au chômage.

D'où la nécessité d'avoir des représentants CGT des salariés sur place pour pouvoir intervenir sur ces questions et protéger les salariés, les défendre en faisant respecter et en améliorant les garanties collectives. Il faudra ouvrir des espaces de combats et de discussions qui préparent la société souhaitée de demain. Les semaines écoulées ont été riches, dans les entreprises de la région, d'exemples de reculs imposés aux employeurs par les représentants CGT en matière de respect de la sécurité des travailleurs, des conditions de travail, maintien des salaires, droit aux congés, non rupture de contrats etc.

Cette nouvelle crise va inévitablement créer de nouveaux rapports de forces entre le travail et le capital.

La CGT n'est pas contre le redémarrage de l'économie, mais une économie qui doit être changée en profondeur dans sa conduite et sa finalité, privilégiant dans l'immédiat la santé des salariés. Il nous faut engager la bataille de la réduction du temps de travail, de l'emploi et de la reconnaissance des qualifications participant ainsi à l'émergence d'un autre projet de société.

La CGT doit poser partout et à tous les niveaux de l'organisation, les conditions de la reprise favorisant le progrès social. Nous devons être à l'offensive et construire des contre-propositions intégrant la construction d'une société nouvelle s'appuyant sur l'égalité des droits entre travailleurs, une autre répartition des richesses et d'autres modes de production écoresponsables.

Les syndicats, dans les entreprises vont prendre leur part avec les salariés qui sont les mieux placés pour décider du contenu des plans de sortie de crise et cela quel que soit leur statut, en se réappropriant leurs métiers, leurs lieux de travail, l'organisation du travail et en transformant les modes de productions.

Construire un après différent commence aujourd'hui...

Notre vigilance doit être totale sur les conséquences du texte de loi qui institue l'urgence sociale et sanitaire. Il apparaît clairement que le patronat et le gouvernement, main dans la main, instrumentalisent la situation dramatique actuelle pour remettre en cause durablement les libertés publiques, les conditions sociales des salariés, des retraités et des privés d'emploi en agitant l'idée d'une « guerre économique » toujours présente.

Plusieurs décisions sont déjà très préoccupantes. Si l'on comprend la nécessité d'apporter un soutien public aux entreprises, encore faudrait-il être exigeant en termes de distribution et d'utilisation de ces aides et que les banques, alliées à l'État, cessent de mépriser la multitude des petites entreprises qui agonisent en ce moment même.

Il est insupportable que les pertes des grandes entreprises soient toujours socialisées alors que leurs profits sont privatisés. Surtout que leurs dirigeants s'octroient des salaires et des retraites mirobolants. Surtout que leurs actionnaires s'accaparent des dividendes qu'ils placent dans des paradis fiscaux et se soustraient ainsi odieusement au financement des biens communs comme la santé, l'école et les services publics en général.

L'affectation des aides publiques et crédits bancaires doit s'opérer sous le contrôle des représentants des personnels, avec l'obligation de garantir l'emploi, la formation et la vie territoriale. Cette nouvelle économie est possible avec des critères de gestion qui ne fassent plus la part belle à la rentabilité à tout prix.

A l'inverse, jusqu'à ce jour, les sommes affectées aux plans de soutien de l'économie régional ou national coïncident exactement avec le manque à gagner généré par la crise sanitaire et ces plans massifs n'ont au final aucune vision d'avenir.

Refuser de légiférer sur l'interdiction de distribuer des dividendes et des aides publiques aux entreprises qui placent leur argent dans les paradis fiscaux, refuser de débattre de la fiscalité du capital et des grandes fortunes, en considérant que la propriété du capital est un sujet tabou, et refuser des pouvoirs et des droits nouveaux aux salariés dans les entreprises, c'est bien la preuve que les méthodes du passé demeurent et non « la rupture » avancée par le Président de la République.

Construire un « après » en ce sens appelle à engager un processus d'appropriation sociale et démocratique de pans importants de l'économie dont les banques, de développer des coopératives autogérées soutenues par l'État et les collectivités locales.

La question de la rémunération de la force du travail et donc du salaire socialisé des travailleurs, de celles et ceux dont on célèbre les mérites, se pose comme jamais.

Cela passe dans cette région comme au niveau national, par la planification de mesures concrètes et opérationnelles, dans un contexte d'un nouveau plan budgétaire et financier exceptionnel, indispensable afin de sortir du constat et d'un simple catalogue de bonnes intentions ou d'aides aux entreprises.

Il est donc urgent que les enjeux suivants, essentiels pour notre société, mis en lumière par cette crise, soient pris en compte par les pouvoirs publics et débattus avec les travailleuses et travailleurs à tous les échelons de responsabilité dans le sens de l'intérêt général :

- La production industrielle et l'alimentation énergétique
- Les services publics (transports, santé, éducation, logement ...)
- Le système de protection et de sécurité sociale, ainsi que celui de la santé
- La précarité et les inégalités sociales
- L'égalité des droits pour tous les travailleurs et travailleuses
- L'égalité entre les femmes et les hommes
- La place du travail et la reconnaissance des métiers jusqu'alors dévalorisés
- La production agricole et les circuits courts
- L'économie circulaire
- La prise en charge des personnes âgées et en situation de handicap
- Le financement et l'impôt
- Les enjeux démocratiques
- L'arrêt ou l'abrogation de réformes remettant en cause les garanties collectives des travailleurs
- Les coopérations internationales

La CGT avec les travailleurs dans la lutte, est capable de répondre au défi du redressement non plus dans la dépendance et la soumission aux forces de l'argent et aux actionnaires, mais à partir d'orientations choisies dans leur intérêt et celui de l'intérêt général.

Le véritable « nouveau monde » passera par une farouche volonté à mener le combat dans le rassemblement le plus large possible, au travers de mobilisations puissantes et rassemblées et par l'élaboration de projets ambitieux et solidaires.

Pour gagner un avenir social, écologique et démocratique facteurs de progrès social pour toutes et tous.

Marseille, le 11 Mai 2020